

Le communisme libertaire : Une alternative au capitalisme et à l'étatisme

IAL 76

CGA

Elisée Reclus a écrit : « l'anarchie est la plus haute expression de l'ordre ». Si cette idée peut paraître farfelue au premier abord à celles et ceux qui ne connaissent pas du tout l'anarchisme, c'est parce qu'elle heurte le préjugé selon lequel l'Etat est garant de l'ordre et de la justice. C'est parce que nous pensons précisément le contraire que nous sommes anarchistes. Pour nous, toute l'histoire humaine montre que c'est la hiérarchie sous toutes ses formes qui génère de l'injustice et donc du désordre. Nous pensons que plus le pouvoir est concentré entre peu de mains plus l'injustice qui en découle est puissante. Aussi, l'Etat est la forme typique et parfaite de la domination de quelques-un-es sur tous les autres. Nous pensons au contraire que la justice sociale c'est à dire l'égalité d'accès à tous les biens matériels et immatériels (et en particulier l'accès au pouvoir de décision) est la seule chose qui fait reculer le chaos et la violence. L'ordre ce n'est pas la police, c'est la justice.

L'histoire de l'anarchisme¹ est ainsi caractérisée par une recherche et une expérimentation des formes sociales à mettre en œuvre pour concrétiser la justice, bref une recherche concrète et pragmatique d'une alternative à tous les systèmes d'oppression que sont le capitalisme, le féodalisme, le marxisme, la domination masculine, les religions, etc. L'histoire de l'anarchisme, entre les conjectures théoriques et leurs expérimentations dans le réel débouche en ce début de 21ème siècle sur une réponse synthétique au problème social que l'on peut qualifier de Communisme Libertaire.

Le projet de société anarchiste est donc communiste mais sûrement pas marxiste. Communiste, c'est à dire que sur le plan économique tous les moyens de production relèvent de la propriété commune. Libertaire, c'est à dire que tout doit être librement consenti pour que ça fonctionne. Ce libre consentement dépend de la nature des institutions typiquement libertaires que nous proposons pour faire fonctionner la société à laquelle nous aspirons.

Il s'agit de mettre à jour des méthodes et techniques d'organisation horizontale des activités humaines qui permettent de satisfaire nos valeurs (liberté, égalité et solidarité). Le communisme libertaire repose donc sur l'autogestion économique, politique et sociale de la société. Il s'agit de se doter d'institutions adéquates pour que chacun et chacune participe aux décisions qui le/la concerne, de l'échelle locale à l'échelle internationale. L'objectif : donner le contrôle à la base, pour que les décisions soient prises par toutes et tous afin que les choix politiques soient réellement faits dans l'intérêt général. Ce système politique c'est la démocratie directe. Loin de toute conception référendaire qui suppose l'existence d'une minorité politique en place qui « consulte » la base, il s'agirait de généraliser l'assemblée générale souveraine à tous les secteurs : usines, bureaux, écoles, agriculture, quartiers, communes. Si la démocratie directe, pour être au plus près des besoins humains réels, s'exerce naturellement et spontanément à l'échelle locale, le champ économique comme le champ politique aurait ensuite leur propre logique fédérative : de la commune vers la région, de la région vers la « nation » puis vers l'international. Chaque passage d'un niveau à l'autre s'effectue du bas vers le haut à l'aide de mandaté-e-s révocables à tout moment. C'est ce mécanisme, le fédéralisme libertaire, qui rend l'autogestion généralisable à une très large échelle géographique. Ainsi la fédération des communes libres est l'alternative aux prétentions organisatrices de l'Etat qui, rouge, rose, bleu ou vert a toujours été et sera toujours l'outil de domination d'une minorité privilégiée. La démocratie représentative est incapable de servir l'intérêt général précisément parce que ses élus, étant irrévocables pendant leur mandat, constituent une classe sociale à part entière, particulièrement consciente de ses intérêts. Privilégié-e-s politiques, ils ne peuvent qu'avoir des rapports d'entente plus ou moins formels avec les privilégié-e-s économiques : les patrons et notamment les plus gros et les plus influents d'entre-eux. Mais encore, la compétition pour l'accès aux postes de pouvoir rend les pratiques immorales indispensables pour qui veut gagner une élection.

Sur le plan économique, pour nous, la seule façon de garantir une véritable propriété collective des moyens de production c'est l'autogestion. Il n'y a pas de véritable propriété collective si les travailleurs et travailleuses ne décident pas eux-mêmes ce qu'il faut produire et comment le produire. En dernier ressort, être propriétaire de quelque-chose c'est décider souverainement de l'usage que l'on fait de cette chose. La propriété étatique des

¹ Les plus importantes sont l'Espagne de 1936 à 1939, L'Ukraine de 1918 à 1921 ou encore la Commune de Paris en 1871. Mais dans l'histoire récente, des expérimentations des modes d'organisation anarchistes ont été spontanément menées dans des luttes sociales : AG souveraines lors du printemps 2003 en France ou dans la lutte contre le CPE, ou au début des années 2000 en Argentine avec l'autogestion de près de 200 entreprises.

moyens de production telle qu'elle est défendue par le marxisme, ne consiste donc qu'à transmettre le pouvoir de décision économique à une nouvelle minorité : l'Etat.

Par conséquent, le communisme libertaire consiste à abolir les mécanismes du marché. Le marché « parfait » est un mythe propre à l'idéologie libérale, la concurrence débouche toujours sur des monopoles, des rentes de situation, sur la concentration de la richesse entre quelques mains et donc sur des crises, bref une certaine forme de féodalité... il faut bien comprendre que le "marché" est synonyme d'opacité. En effet, faire fonctionner l'économie par le marché c'est accepter l'idée que la société ne contrôle pas de façon démocratique ce qu'elle produit, c'est accepter de tout accepter sans avoir son mot à dire. A l'heure de la crise écologique et financière où tout le monde s'accorde à dire que l'économie doit être rationalisée, le marché doit nous apparaître archaïque. Qu'on le veuille ou non, l'explosion mondiale des inégalités et le dépassement des limites écologiques à venir nous oblige à repenser un autre modèle économique et politique qui ne soit ni capitaliste ni marxiste. Le point commun de ces deux drames des deux derniers siècles n'est-il pas le refus de la démocratie c'est à dire le refus de donner le contrôle à la base ? Plus que jamais, l'anarchisme et son projet communiste libertaire largement accrédité par les expériences historiques dont il peut se prévaloir peut et doit apporter aux mouvements sociaux le projet alternatif qui leur fait tant défaut et qui explique pour une large part leurs échecs trop fréquents.

Alcime (CGA Cantal)

Pour en savoir plus sur le communisme libertaire, on peut se reporter parmi beaucoup d'autres à ces trois ouvrages : *L'anarchisme*, Daniel Guérin ; *L'ordre moins le pouvoir*, Normand Baillargeon ; *Qu'est-ce que l'anarchisme ?*, Alexander Berkman

Bibliothèque Anarchiste
Anti-copyright



CGA
Le communisme libertaire : Une alternative au capitalisme et à l'étatisme
IAL 76

1er mars 2009

fr.theanarchistlibrary.org